

APIP

Guinée

AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES

# CODE DES INVESTISSEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



## ***Des objectifs et conditions d'accès***

Le Code des Investissements est la consécration de la politique nationale en matière de la promotion des investissements et de l'amélioration du climat des affaires en Guinée. Il est accordé à tous projet d'investissement des sociétés ou entreprises de droit guinéen qui sont en règle vis-à-vis de la fiscalité intérieure, pouvant créer au moins cinq (05) emplois permanents guinéens pour un investissement minimum de 200.000.000 GNF.

## ***Du champ d'application***

### **Les secteurs éligibles sans être limitatifs**

- Agriculture, élevage, pêche et activités connexes;
- Industries manufacturières de production ou de transformation;
- Industries touristiques et autres activités hôtelières;
- Promotion immobilière à caractère social;
- Activités de transport;
- Industries culturelles;
- Activités et travaux d'assainissement de voiries, de traitement de déchets urbains et industriels.

### **Les secteurs soumis à une réglementation technique**

- Publication de quotidiens et périodiques d'informations générales ou politiques;
- Santé, éducation et formation;
- Diffusion de programmes télévisés ou radiophoniques;
- Production et distribution d'électricité et d'eau à des fins commerciales;
- Poste et Télécommunication;
- Fabrication, importation et distribution de médicaments et produits toxiques.

### **Activités non couvertes**

- Activités de négoce;
- Activités éligibles au Code Minier et au Code Pétrolier;
- Fabrication et la vente d'explosifs, d'armes et de munitions;
- Banques et Assurances.

## Des droits des investisseurs et des garanties qui leurs sont accordés et leurs obligations

### DROITS

- Détention jusqu'à 100% des actions d'une entreprise;
- Traitement à titre égal des investisseurs étrangers et locaux ;
- Indépendance dans le choix du mode de gestion;
- Participation aux appels d'offres des marchés publics;
- Détention du droit de concession de biens fonciers, immobiliers, commerciaux et forestiers.

### GARANTIES

- Liberté économique et concurrentielle;
- Liberté de participation à toute organisation professionnelle;
- Transfert de fonds selon la devise de leur choix pour les étrangers;
- Garanties contre toute mesure de nationalisation et d'expropriation sauf pour cause d'utilité publique après une juste et préalable indemnisation.

### OBLIGATIONS

- Respecter les lois et règlements en vigueur en République de Guinée;
- Respecter les normes nationales et internationales;
- Recruter exclusivement la main d'œuvre locale pour les travaux ne nécessitant pas une qualification spécifique;
- Recruter en priorité la main d'œuvre nationale à compétences égales pour les travaux nécessitant une qualification;
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés où opèrent les entreprises;
- Contribuer à la qualification du personnel national;
- Favoriser le transfert de technologie;
- Faire recours prioritairement à des fournisseurs et sous-traitants nationaux.

## Des droits des investisseurs et des garanties qui leurs sont accordés et leurs obligations

### Des avantages accordés

Le code des Investissements accorde des avantages douaniers et fiscaux aux projets éligibles en fonction des phases du projet et de la zone d'implantation du projet. Pour ce faire, la Guinée a été divisée en deux zones économiques qui sont :

- Zone A : Conakry, Coyah, Forécariah, Dubréka, Boffa, Fria, Boké et Kindia.
- Zone B : Toutes les autres Préfectures de la Guinée.

### Les avantages douaniers

#### Phase d'installation (trois ans au maximum)

Exonération sur toutes les importations à l'exception de :

- 0,5% de la TE;
- 2% de la RTL sur la valeur CAF;

**NB : une exonération totale sur la TVA.**

#### Phase d'exploitation (durant toute la durée du projet)

Exonération sur toutes les importations des outillages, matières premières ou intrants à l'exception de :

- 2 % de RTL;
- 6% du DUE;
- 18% de TVA :

**NB : les véhicules automobiles conçus pour le transport des personnes sont exclus des exonérations.**

TE : Taxe d'Enregistrement, RTL : Redevance de Traitement et de Liquidation, DUE : Droit Unique d'entrée, CAF : Coût, Assurance et Fret et TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

**Les avantages fiscaux**

<b>Phase d'installation (trois ans)</b>	<p>Exonération comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% sur la Patente;</li> <li>• 100% sur la Contribution Foncière Unique;</li> <li>• 100% sur le Versement Forfaitaire;</li> <li>• 100% sur la Taxe d'Apprentissage, à l'exclusion de la contribution de 1,5 % de la masse salariale pour le financement de la formation professionnelle.</li> </ul>
<b>Phase d'exploitation en Zone A (huit ans)</b>	<p>Réduction de l'impôt minimum forfaitaire, de l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial, de l'impôt sur les sociétés, de la contribution des patentes et de la contribution foncière unique comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 50% les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 25% les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années.</li> </ul> <p>Réduction du versement forfaitaire, de la Taxe d'apprentissage et du droit d'enregistrement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 50% les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 25% les 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> années.</li> </ul>
<b>Phase d'exploitation en Zone B (dix ans)</b>	<p>Réduction de l'impôt minimum forfaitaire, l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial, l'impôt sur les sociétés, la contribution des patentes et la contribution foncière unique comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 50% les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 25% les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> années.</li> </ul> <p>Réduction du versement forfaitaire, de la Taxe d'apprentissage et du droit d'enregistrement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 50% les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années;</li> <li>• 25% les 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> années.</li> </ul>

**Du cadre institutionnel**

<b>Le Ministère en Charge de la Promotion du Secteur Privé est chargé :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• D'exercer, directement ou à travers son représentant, la présidence du Comité Technique de Suivi des Investissements (CTSI);</li> <li>• De signer les certificats d'investissement ou le refus des demandes après instruction par les services techniques compétents;</li> <li>• D'entreprendre des consultations avec toute personne qu'il juge utile à fin d'améliorer la mise en œuvre du Code des Investissements.</li> </ul>
<b>APIP-Guinée est chargée :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• D'appliquer le Code des Investissements;</li> <li>• D'instruire avec les services techniques concernés les demandes d'accès aux avantages du Code des Investissements;</li> <li>• D'assurer le suivi avec le CTSI les entreprises ayant bénéficiées des avantages du Code.</li> </ul>
<b>Le Comité Technique de Suivi des Investissements (CTSI) est chargé :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De veiller à l'application correcte des procédures et modalités d'octroi des avantages douaniers et fiscaux;</li> <li>• De contrôler le respect des obligations et engagements pris par les investisseurs;</li> <li>• D'élaborer le rapport annuel de suivi des entreprises;</li> <li>• De prendre toute mesure utile, y compris les sanctions, pour la bonne application des dispositions du Code.</li> </ul>



République de Guinée

Travail – Justice – Solidarité

ASSEMBLÉE NATIONALE

**L/2015/N°008/AN**

## **PORTANT CODE DES INVESTISSEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**

**L'Assemblée Nationale**

Vu la Constitution, en son article 72;

Après en avoir délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

## **Titre 1 des dispositions générales**

### **CHAPITRE I : OBJET ET DÉFINITIONS**

#### **Article 1 : Objet**

Le présent Code fixe le cadre juridique et institutionnel des investissements privés, nationaux ou étrangers réalisés en République de Guinée, en vue de favoriser :

- La création, l'extension, la diversification, la modernisation des entreprises et/ou des infrastructures, des prestations de services et de l'artisanat ;
- La création d'emplois décents et durables, la formation des cadres nationaux et l'émergence d'une main-d'œuvre nationale qualifiée ;
- L'apport des capitaux étrangers ainsi que la mobilisation de l'épargne nationale ;
- La transformation et la valorisation des matières premières locales en priorité
- L'investissement dans les industries exportatrices et dans les secteurs économiques valorisant les ressources naturelles et produits locaux, à fort potentiel de main d'œuvre ;
- La création et le développement d'entreprises nouvelles, notamment des Petites et Moyennes Entreprises ;
- La restructuration, la compétitivité, l'intégration et la croissance des entreprises ;
- Le transfert des technologies adaptées au besoin de développement du pays ;
- Les investissements en milieu rural et dans toutes les régions du pays pour améliorer les conditions de vie des populations locales ;
- La reprise pour la réhabilitation ou l'extension d'entreprises par de nouveaux investisseurs
- La promotion du Partenariat Public-Privé et d'un tissu économique performant et complémentaire ;
- L'utilisation des technologies locales et la recherche-développement ;
- La Promotion de l'industrie verte et la diversification des produits à l'exportation ;
- La protection de l'environnement, l'intégration économique sous- régionale et régionale.

#### **Article 2 : Définitions**

Au sens du présent Code, on entend par :

« **Code** » le présent Code des investissements.

« **Création et exploitation d'entreprise** » : toute activité consistant à rassembler divers facteurs de production, produisant des biens et/ou services pour la vente, distribuant des revenus en contrepartie de l'utilisation des facteurs de production et tenant

une comptabilité régulière.

« **Entreprise** » : toute unité de production, de transformation ou de distribution de biens ou de services à but lucratif, quelle qu'en soit la forme juridique, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale qui mobilise et consomme des ressources matérielles, humaines, financières, immatérielles et informationnelles, ayant satisfait aux dispositions des lois et règlements guinéens en vigueur, notamment celles fixant les règles fiscales et comptables de ses activités.

« **Entreprise nouvelle** » : toute entité économique nouvellement créée et en phase de réalisation d'un programme d'investissement éligible, en vue du démarrage de ses activités.

« **État** » : ensemble des institutions publiques nationales et locales prévues et organisées par la Constitution de la République de Guinée,

« **Équipements, matériels et outillages** » : Objets et instruments qui servent à la transformation ou au façonnage des matières, notamment matériel et outillage industriel, matériel et outillage agricole, matériel de manutention, matériel d'emballage, à savoir emballage non livré à la clientèle, emballage récupéré et recyclé, matériel de réparation tels que les clés et autres outils.

« **Extension** » tout projet ou programme d'investissement initié par une entreprise existante en vue d'augmenter sa capacité de production, d'améliorer ou de diversifier sa production.

« **Investissement** » les capitaux employés par toute personne, physique ou morale, pour l'acquisition de biens mobiliers, matériels et immatériels et pour assurer le financement des frais de premier établissement ainsi que les besoins en fonds de roulement, indispensables à la création ou l'extension d'entreprises.

« **Investisseur** » : toute personne, physique ou morale, de nationalité guinéenne ou étrangère réalisant dans les conditions définies dans le cadre du présent Code, des opérations d'investissement sur le territoire de la République de Guinée.

« **Matières premières ou intrants** » les produits entrants directement dans la fabrication des produits finis après avoir subi une transformation substantielle réputée suffisante, avec une valeur ajoutée d'au moins 30%.

« **Restructuration** » : opération tendant à assurer la viabilité de l'entreprise afin de retrouver l'équilibre financier et structurel ainsi que de répondre aux critères d'éligibilité à la mise à niveau.

« **Secteur privé** » ensemble des entreprises appartenant aux personnes physiques ou morales de droit privé qui ont pour rôles essentiels, la production des biens et services ou la création de richesses, en vue d'accroître le revenu national.

## CHAPITRE II: Du champ d'application

### Article 3 : Secteurs et activités couverts

Le présent Code s'applique à tous les investisseurs, personnes physiques ou morales qui exercent leurs activités dans l'un des secteurs suivants

- Agriculture, pêche, élevage, exploitation forestière, et activités de stockage des produits d'origine végétale, animale ou halieutique ;
- Activités manufacturières de production ou de transformation ;
- Tourisme, aménagements et industries touristiques, autres activités hôtelières ;
- Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication ;
- Logements sociaux ;
- Activités et travaux d'assainissement, de voirie, de traitement de déchets urbains et industriels ;
- Industries culturelles livre, disque, cinéma, centre de documentation, centre de production audio-visuelle ;
- Services exercés dans les sous-secteurs suivants : santé ; éducation et formation ; montage et maintenance d'équipements industriels ; télé-services, transport routier, aérien et maritime.
- Infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires et ferroviaires
- Réalisation de complexes commerciaux, parcs industriels, cyber villages et centres artisanaux.

La liste des secteurs d'activités susmentionnées peut être modifiée par décret présidentiel pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la Promotion du Secteur Privé, lequel doit préalablement à la proposition requérir l'avis du Comité Technique de Suivi des Investissements.

### Article 4 : Secteurs d'activité exclus

Les activités de négoce définies comme des activités de revente en l'état des produits achetés à l'extérieur de l'entreprise sont expressément exclues du champ d'application du présent Code.

Les activités éligibles au Code minier et au Code pétrolier sont également exclues du champ d'application du présent Code, ainsi que les investissements bénéficiant de régimes d'aides spécifiques déterminés par la législation fiscale ou des lois particulières.

### Article 5 : Secteurs d'activités soumis à une réglementation technique

Les personnes physiques ou morales de droit privé, quelle que soit leur nationalité, ne peuvent entreprendre sans autorisation sur le territoire guinéen des activités dans les secteurs suivants :



- la production et la distribution d'électricité, sauf pour la satisfaction de Leurs besoins personnels ;
- la distribution d'eau courante, sauf pour la satisfaction de leurs besoins personnels ; les banques et assurances ;
- les postes et télécommunications ;
- la fabrication l'achat et la vente d'explosifs, d'armes et de munitions ; \_
- la santé, l'éducation et la formation ;
- la fabrication, l'importation et la distribution de médicaments et produits toxiques et dangereux.

### **Article 6 : Secteurs d'activités réservés**

Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère ne peuvent détenir, directement ou à travers des sociétés de droit guinéen, plus de 40 % des titres sociaux d'entreprises engagées en Guinée dans les activités suivantes :

- la publication de quotidiens ou périodiques d'information générale ou politique ;
- la diffusion de programmes télévisés ou radiophoniques.

La direction effective des entreprises visées à l'alinéa précédent est assurée par des personnes physiques de nationalité guinéenne résidant en Guinée.

## **TITRE II - DES DROITS ET DES OBLIGATIONS DES INVESTISSEURS**

### **CHAPITRE I : Des garanties et droits accordés aux investisseurs**

#### **Article 7 :**

Les investisseurs régulièrement établis en République de Guinée, quelle que soit leur nationalité, qui exercent ou désirent exercer, une activité entrant dans le champ d'application défini aux Articles 3,5 et 6 ci-dessus, sont, chacun en ce qui les concerne, assurés des garanties générales et avantages énoncés dans le présent Code et dans la législation fiscale et douanière.

#### **Article 8**

Sous réserve des dispositions de l'Article 6 ci-dessus, les investisseurs privés étrangers peuvent librement détenir jusqu'à 100 % des parts sociales ou actions de l'entreprise qu'ils envisagent de créer en Guinée.

Les investissements dans chacun des secteurs visés par les dispositions du présent Code sont réalisés librement.

#### **Article 9**

L'investisseur régulièrement établi en République de Guinée jouit d'une pleine et entière liberté économique et concurrentielle. Il est notamment libre

- d'acquérir les biens, droits et concessions de toute nature nécessaires à son activité, tels que les biens fonciers, immobiliers, commerciaux, industriels ou forestiers ; de jouir de ses droits et biens acquis ; de faire partie de toute organisation professionnelle de son choix ;
- de choisir ses modes de gestion technique, industrielle, commerciale, juridique, sociale et financière, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur
- de choisir ses fournisseurs et prestataires de services ainsi que ses partenaires ;
- de participer aux appels d'offres de marchés publics sur l'ensemble du territoire national ;
- de choisir sa politique de gestion des ressources humaines et d'effectuer librement le recrutement de son personnel, dans le strict respect des textes réglementaires et conventionnels en vigueur.

#### **Article 10**

Les investisseurs étrangers reçoivent en République de Guinée un traitement identique à celui accordé aux investisseurs nationaux.

De mesures nationales visant à promouvoir l'entreprenariat national peuvent cependant, déroger valablement au principe posé au premier alinéa du présent article, et ce, sans préjudice des engagements internationaux de la République de Guinée, relatifs au principe d'égalité de traitement des investisseurs.

#### **Article 11**

L'investisseur, quelle que soit sa nationalité, est garanti contre toute mesure de nationalisation, d'expropriation ou de réquisition de son entreprise, sauf pour cause d'utilité publique dument établie et après une juste et préalable indemnisation.

#### **Article 12**

L'État œuvrera activement pour l'instauration d'un environnement favorable aux investisseurs dont les projets sont éligibles au présent Code.

#### **Article 13**

Les investisseurs jouissant des avantages prévus par le présent Code et la législation fiscale et douanière bénéficieront, à leur demande, de toute nouvelle mesure législative ou réglementaire plus avantageuse qui serait adoptée postérieurement à la publication du Code.

#### **Article 14**

Sans préjudice des Articles 31, 37, 38 et 43 ci-dessous, les avantages accordés aux

investisseurs en vertu des dispositions du présent Code et de la législation fiscale et douanière sont acquis. Les investisseurs continueront à en bénéficier nonobstant toute nouvelle mesure moins favorable qui serait adoptée ultérieurement à la publication du Code.

### Article 15

Les investisseurs ont un libre accès aux matières premières brutes ou semi transformées, produites sur toute l'étendue du territoire national.

Les ententes ou pratiques faussant le jeu de la concurrence sont prohibées et réprimées conformément à la législation guinéenne.

### Article 16

Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère ont accès au foncier dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Les terrains ou bâtiments du domaine privé de l'État ou de ses démembrements peuvent faire l'objet de vente, de location ou d'apport en société.

### Article 17

Sous réserve de régularisation fiscale, les transferts d'actifs se rapportant aux investissements sont libres.

Les investisseurs étrangers ont le droit de transférer à l'étranger, sans autorisation préalable et dans la devise de leur choix, les fonds afférents aux paiements courants, les bénéfices après impôts, les dividendes, l'épargne des salariés expatriés, les revenus salariaux de ces derniers et leurs indemnités.

Il est aussi reconnu aux investisseurs le droit de céder librement leurs actions, parts sociales, fonds de commerce ou d'actifs, parts de boni de liquidation et indemnités d'expropriation sous réserve de déclaration préalable auprès du Ministère en charge des Finances.

Les investisseurs, à condition de respecter la réglementation des changes, ont un accès libre et illimité aux devises.

### Article 17

Sous réserve de régularisation fiscale, les transferts d'actifs se rapportant aux investissements sont libres.

Les investisseurs étrangers ont le droit de transférer à l'étranger, sans autorisation préalable et dans la devise de leur choix, les fonds afférents aux paiements courants, les bénéfices après impôts, les dividendes, l'épargne des salariés expatriés, les revenus salariaux de ces derniers et leurs indemnités.

Il est aussi reconnu aux investisseurs le droit de céder librement leurs actions, parts sociales, fonds de commerce ou d'actifs, parts de boni de liquidation et indemnités d'ex-

propriation sous réserve de déclaration préalable auprès du Ministère en charge des Finances.

Les investisseurs, à condition de respecter la réglementation des changes, ont un accès libre et illimité aux devises.

### Article 18

Conformément à la législation en vigueur en République de Guinée, tout investisseur est libre de recruter et de licencier des salariés expatriés spécialisés pour la bonne marche de son entreprise.

Les contrats de travail des salariés expatriés peuvent valablement déroger à certaines dispositions du code du travail et de la réglementation sociale en ce qui concerne :

- l'affiliation à un organisme de sécurité sociale agréé en Guinée;
- l'affiliation à un service médical interentreprises;
- la durée et les motifs de recours à un contrat à durée déterminée,
- les règles applicables en matière d'embauche.

Les dérogations prévues ci-dessus ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte aux droits des salariés, tels que reconnus par les Conventions et Accords internationaux auxquels la République de Guinée a souscrit.

Les modalités pratiques des cas de dérogations mentionnés ci-dessus seront fixées par voie réglementaire arrêté conjoint MIPMEIM.

L'État garanti aux salariés expatriés qui remplissent les conditions requises la délivrance de visa de résident professionnel et de permis de travail pendant la durée de leur contrat.

### Article 19

Les dispositions du présent Code ne font pas obstacle aux garanties et avantages plus étendus qui seraient prévus par des lois spéciales et par les Traités ou Accords conclus ou pouvant être conclus entre la République de Guinée et d'autres États.

## CHAPITRE : Des obligations des investisseurs

### Article 20

Les investisseurs sont tenus au respect des lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

### Article 21

Les investisseurs se conforment aux normes internationales applicables à leurs produits, services, et environnement de travail, en ce qu'elles peuvent compléter la législation nationale.



**Article 22**

L'investisseur applique les principes internationaux relatifs au droit du travail et au droit de la personne, parmi lesquels ceux issus de la norme ISO 26 000.

**Article 23**

L'investisseur contribue à la qualification du personnel national et favorise le transfert de technologies. Il fait recours prioritairement à des fournisseurs et sous-traitants nationaux.

**Article 24 :**

L'investisseur contribue à l'amélioration des conditions de vie des communautés où opère son entreprise, et, à la qualification professionnelle de ses collaborateurs locaux.

**Article 25 :**

Pour les travaux ne nécessitant pas une qualification spécifique, l'investisseur recrute exclusivement la main d'œuvre locale.

Pour les travaux nécessitant une qualification, l'investisseur recrute en priorité la main d'œuvre nationale à compétences égales.

**Article 26 :**

L'investisseur s'abstient de tout acte de corruption, de concurrence déloyale, et de tout autre acte assimilé pendant ou après son établissement.

**TITRE IIIÓ: Du cadre institutionnel****CHAPITRE I : De l'Agence De Promotion Des Investissements Privés****Article 27**

L'Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) a pour mission de soutenir l'investissement et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion et de développement des investissements privés nationaux et étrangers.

**Article 28**

Dans le cadre de l'assistance et de la fourniture des services aux investisseurs, l'APIP est chargée avec les services publics concernés de faciliter l'accomplissement des formalités administratives.

**Article 29 :**

Les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'APIP sont fixés par Décret.

**CHAPITRE II : Du Comité Technique de Suivi des Investissements****Article 30 :**

Il est institué sous l'autorité du Ministre en charge de la Promotion du Secteur Privé, un Comité Technique de Suivi des Investissements (CTSI).

**Article 31 :**

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent Code, le CTSI est chargé de veiller à l'application correcte des procédures et modalités d'octroi des avantages fiscaux et douaniers, et de contrôler le respect par les investisseurs de leurs obligations et engagements. A ce titre, le CTSI élabore chaque année un rapport sur les entreprises bénéficiaires desdits avantages et, si besoin, prend toutes mesures utiles, y compris les sanctions, en vue de la bonne application des dispositions du présent Code.

Le Comité Technique de Suivi des Investissements est composé de représentants de l'Administration parmi lesquels : les Ministères en charge de l'Économie, des Finances, du Plan, de la Promotion du Secteur Privé, de l'emploi et de la Banque Centrale de la République de Guinée. La composition doit être élargie au Ministère sectoriel qui couvre le domaine de l'investissement concerné.

Le secrétariat du CTSI est assuré par l'APIP.

Les aspects techniques liés à l'organisation et au mode de fonctionnement du CTSI sont fixés par voie réglementaire. IVIIP arrêté du Ministre en charge de la promotion du secteur privé.

**TITRE IV: Du régime privilégié****Article 32 :**

Nature des avantages particuliers

Dans le cadre du présent Code, les investisseurs qui réalisent des projets de création ou d'extension d'entreprise, bénéficient d'avantages fiscaux et douaniers déterminés par la législation fiscale et douanière en vigueur en République de Guinée.

**Article 33 :**

Conditions d'éligibilité

Sans préjudice des Articles 3, 20, et 26 du présent Code, toute entreprise peut bénéficier du régime privilégié du Code des investissements à condition de remplir les conditions suivantes :

- être enregistrée au Registre du Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM)
- être à jour de ses obligations fiscales

- s'agissant d'une entreprise nouvelle, si l'investisseur projette, cumulativement, d'investir un montant égal ou supérieur à 200 000 000 GNF, et la création de cinq (5) emplois nationaux permanents au minimum ,
- s'agissant de l'extension d'une entreprise existante, si le programme d'investissement assure une augmentation de la production des biens ou des services ou du nombre des travailleurs guinéens à concurrence de 35% au moins.

Les investissements majeurs peuvent faire l'objet d'une convention d'établissement, auquel cas, un traitement particulier pourrait être consenti en matière de fiscalité au profit de l'investisseur bénéficiaire durant une période négociée. Le régime de stabilité fiscal est garanti sur la période d'amortissement de l'investissement négocié.

### **Article 34: Des Zones économiques**

Pour la détermination de la durée et des modalités d'application du régime fiscal dérogatoire, le territoire national est subdivisé en deux Zones A et B délimitées ainsi qu'il suit

Zone A : La Région de Conakry et les préfectures de Coyah, Forécariah, Dubréka, Boffa, Fria, Boké et Kindia ;

Zone B : Le reste du territoire national.

### **Article 35**

Les limites et le nombre des Zones peuvent être modifiés par un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de la Promotion du Secteur Privé après avis du CTSI.

## ***TITRE V Obligations liées à la demande et au bénéfice du régime dérogatoire d'incitation fiscale du code des investissements***

### **CHAPITRE I: Obligations liées à la demande du bénéfice dérogatoire des incitations fiscales**

#### **Article 36**

Les personnes physiques ou morales qui sollicitent le bénéfice du régime dérogatoire d'incitation fiscale du Code des Investissements s'obligent à :

- Employer en priorité les compétences nationales disponibles sur le marché du travail ;
- Utiliser en priorité les matériaux, matières premières, produits et services d'origine guinéenne ;
- Se conformer aux normes de qualité nationales ou internationales applicables en Gui-

- née aux produits ou services résultant de leur activité ou dans le cadre de leur activité ;
- Fournir toutes les informations devant permettre de contrôler le respect des conditions de l'octroi des bénéficiaires du régime privilégié ;
- S'acquitter des droits et taxes sur la valeur résiduelle telle que définie par le Code des Douanes, des équipements, matériels, matériaux et outillages acquis en exonération de droits et taxes en cas de cession ou de transfert de ceux-ci,
- S'acquitter des frais de dossier dont le montant et les modalités de paiements seront définies par un arrêté pris conjointement par les Ministres en charge de l'Économie et des Finances et de la Promotion du Secteur Privé.

### ***CHAPITRE II : Obligations liées au bénéfice du régime dérogatoire des incitations fiscales***

#### **Article 37**

Obligations de l'investisseur bénéficiaire des avantages fiscaux et douaniers

Outre les obligations générales instituées aux articles précédents du présent Code, tout investisseur bénéficiaire des avantages fiscaux et douaniers prévus par le présent Code est tenu de satisfaire aux obligations suivantes :

- au plus tard à la fin de chaque année fiscale, informer le Comité Technique de Suivi des investissements sur le niveau de réalisation du Projet ;
- au plus tard le 31 décembre de chaque année, transmettre au CTSI un rapport dans lequel doit figurer toutes les informations pouvant permettre au CT SI de vérifier si l'entreprise a respecté ses engagements et obligations au cours de l'année. Les entreprises agréées depuis moins de trois mois à la date du 31 décembre ne sont pas soumises à cette obligation ;
- se soumettre au contrôle de conformité de l'activité par le Comité Technique de Suivi des Investissements ;
- faire parvenir au Comité Technique de Suivi des Investissements, une copie des informations à caractère statistique que toute entreprise est légalement tenue d'adresser aux services statistiques nationaux ;
- Tenir une comptabilité de l'entreprise conformément au plan comptable en vigueur en République de Guinée.

#### **Article 38**

Toute entreprise ayant bénéficié d'un régime dérogatoire, et qui cesse d'exercer ses activités pendant ou à la fin de la durée de dérogations fiscales et douanières, sera tenue de rembourser les montants des impôts non acquittés du fait de ce régime, si la cessation des activités résulte du fait de manœuvres frauduleuses, sans préjudice des éven-

tuelles poursuites judiciaires encourues.

### **Article 39**

La cession partielle ou totale de l'entreprise bénéficiaire d'avantages liés au Code des Investissements doit être préalablement notifiée au Ministre en charge de la Promotion du Secteur Privé et au Ministre en charge des Finances, sous peine des sanctions prévues par les textes en vigueur. Toutefois les avantages acquis ne sont pas cessibles.

### **Article 40**

En cas d'arrêt exceptionnel des activités d'une entreprise bénéficiaire des avantages liés au Code des Investissements, pour des raisons de force majeure, celle-ci peut demander la suspension du régime privilégié pour une période qui ne saurait excéder un (1) an. La date d'expiration du régime dérogatoire est modifiée en conséquence.

## ***TITRE VI de la procédure d'accès aux avantages fiscaux et douaniers et modalités d'application***

### **Article 41**

les procédures d'accès aux avantages fiscaux et douaniers feront l'objet d'un décret d'application du présent Code

### **Article 42**

Délai d'expiration, conditions de retrait des avantages fiscaux et douaniers et sanctions encourues

Les avantages fiscaux et douaniers expirent aux termes prévus par la Loi de Finances. Le retrait partiel ou entier desdits avantages peut intervenir avant l'échéance en cas de manquement, même partiel, par l'investisseur à ses obligations ou engagements. Le retrait est conditionné par l'envoi d'une mise en demeure invitant l'investisseur à régulariser sa situation. L'investisseur dispose alors d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours au maximum pour régulariser sa situation à partir de la réception de la mise en demeure. Passé ce délai, le retrait peut être prononcé à tout moment.

Le retrait pour manquement aux obligations ou engagements entraîne le paiement par l'investisseur des droits de douanes, et des impôts et taxes auxquels il était exempté, et ce, sans préjudices des autres actions juridiques ou judiciaires légales.

## ***TITRE VII Du règlement des différends***

### **Article 43**

Tout différend ou litige entre les personnes physiques ou morales étrangères et la Ré-

publique de Guinée, relatif à l'application du présent Code, est réglé à l'amiable et, à défaut, par les juridictions guinéennes compétentes.

Cependant, les parties peuvent convenir de soumettre le différend ou litige à un tribunal arbitral, dans ce cas, le recours à l'arbitrage se fera suivant l'une des procédures ci-après

- la procédure de conciliation et d'arbitrage découlant soit d'un commun accord entre les parties, soit des Accords et Traités relatifs à la protection des investissements conclus entre la République de Guinée et l'État dont la personne physique ou morale étrangère concernée est ressortissante;
- l'application de l'Acte Uniforme du 11 Mars 1999 portant règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA;
- l'application de la Convention du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre états et ressortissants d'autres états, établie sous l'égide de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et ratifiée par la République de Guinée le 4 novembre 1966, ou;
- si la personne concernée ne remplit pas les conditions de nationalité stipulée à l'Article 25 de la convention susvisée, conformément aux dispositions des Règlements du mécanisme supplémentaire approuvé par le Conseil d'Administration du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

## ***TITRE VIII Des dispositions transitoires et finales***

### **Article 44**

Les investisseurs qui bénéficient des avantages prévus dans la Loi L/95/0291CTRN du 30 juin 1995 portant Code des Investissements et ses textes d'application continuent de bénéficier de ces avantages jusqu'à la date prévue pour leur expiration.

Les entreprises qui bénéficient des régimes spéciaux d'aide fiscale à l'investissement continuent de bénéficier de ces avantages jusqu'à la date prévue pour leur expiration.

### **Article 45**

Les entreprises qui, à la date de publication du présent Code, n'ont pas été agréées au titre des dispositions de la Loi L195/029/CTRN du 30 juin 1995 portant Code des Investissements ou au titre du Code Général des Impôts, peuvent bénéficier des avantages prévus par le présent Code et la législation fiscale et douanière dans la mesure où elles remplissent les conditions requises.

### **Article 46**

Des décrets et Arrêtés préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application

du présent Code.

### **Article 47**

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent Code.

### **Article 48**

La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République et exécutée comme Loi de l'État.

## **Annexe**

### **INCITATIONS FISCALES ET DOUANIERES**

(Extraits de la Loi 112013/CNT du 31 décembre 2013, portant Loi de Finances pour l'année 2014)

#### **Article 16**

Les présentes dispositions fixent les dérogations au droit commun dans tes domaines fiscaux et douaniers susceptibles d'inciter les personnes physiques et morales à investir en Guinée

#### **Article 17**

Le bénéfice des avantages prévus par ces dispositions est accordé à tout investisseur dont l'activité est conforme aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et consolidées dans le Code des Investissements.

#### **1-1 Secteurs et activités éligibles**

##### **Article 18**

Les secteurs éligibles, sans être limitatifs sont :

- Agriculture, élevage, pêche et activités connexes;
- Industries manufacturières de production ou de transformation,
- Industries touristiques et autres activités hôtelières,
- Promotions immobilières à caractère social;
- Activités de transport terrestre, maritime, fluvial, aérien;
- Industries culturelles : livre, disque, cinéma et productions audio-visuelles;
- Activités et travaux d'assainissement, de voirie, de traitement de déchets urbains et industriels.

##### **Article 19**

Les secteurs soumis à réglementation technique

- Santé, Éducation, Formation;

- Publication de quotidien et périodiques;
- Diffusion de programmes radiophoniques et télévisés;
- Production d'électricité ou d'eau à des fins commerciales;
- Postes et télécommunications;
- Fabrication de médicaments et produits toxiques.

### **Article 20**

Activités exclues du bénéfice des avantages fiscaux et douaniers

- Activités de revente en l'état de marchandises;
- Les entreprises des secteurs miniers et pétroliers;
- Fabrication, vente d'explosifs, d'armes et de munitions;
- Banques et finances.

### **A -Phase d'installation**

#### **Article 21**

Pendant la phase d'installation qui ne peut excéder trois (03) ans, à compter de la date de première importation d'équipements du projet, toute entreprise éligible au régime privilégié du Code des Investissements bénéficie des avantages suivants :

- au titre des droits de douane :
  - \_ Exonération des droits et taxes d'entrée, y compris la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur l'importation des équipements et matériels, à l'exception des véhicules automobiles conçus pour les transports des personnes, à l'exception de la taxe d'enregistrement (TE) au taux de 0,5% et de la redevance de traitement et de liquidation (RTL) de 2% sur la valeur CAF.
- au titre de la fiscalité intérieure :
- Exonération de la Patente;
- Exonération de la Contribution Foncière Unique; Exonération du Versement Forfaitaire;
- Exonération de la Taxe d'Apprentissage, à l'exclusion de la contribution de 1 ,5% pour le financement de la formation professionnelle.

Ces exonérations visent exclusivement les activités et salaires liés directement au développement du projet agréé.

### **B - Phase de production**

#### **Article 22**

Allègements douaniers

- Pendant toute la durée de vie du Projet initié, les matières premières ou intrants importés dans le cadre du cycle de production bénéficient sont assujettis à la RTL de 2%, à un droit fiscal de 6% et à la TVA de 18%.
- Toutefois, les dispositions du Tarif douanier s'appliquent si elles sont plus favorables pour l'investisseur.

### Article 23

Au titre de la présente loi, on entend par matières premières ou intrants : les produits entrant directement dans la fabrication des produits finis.

### Article 24 : Allègements fiscaux

Pendant la phase d'exploitation de l'entreprise, l'investisseur bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire consistant en des réductions d'impôts et taxes durant une période maximum de 8 ou 10 ans selon la zone d'implantation à compter de la date de démarrage des activités de production.

### Article 25:

Pour l'application du régime fiscal dérogatoire, le territoire national est subdivisé en deux zones A et B.

### Article 26 :

Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone A sont les suivantes :

- Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) – Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) Impôt sur les sociétés (IS) – Contribution des Patentes et Contribution Foncière Unique (CFU) ;
- 100% de réduction pour les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>èmes</sup> années ;
- 50% de réduction pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années ;
- 25% de réduction pour les 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années ;
- Versement Forfaitaire (VF) - Taxe d'Apprentissage (TA)- Droit d'Enregistrement (DE) ;
- 100% de réduction pour les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années ;
- 50% de réduction pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> années ;
- 25% de réduction pour les 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> années.

### Article 27 :

Les réductions d'impôts et taxes applicables en Zone B sont les suivantes :

- Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) – Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) Impôt sur les sociétés (IS) – Contribution des Patentes et Contribution Foncière Unique (CFU) ;
- 100% de réduction pour les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années,
- 50% de réduction pour les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années,

- 25% de réduction pour les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> années
- Versement Forfaitaire (VF) - Taxe d'Apprentissage (TA)-Droit d'Enregistrement (DE) ;
- 100% de réduction pour les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> années ;
- 50% de réduction pour les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années ;
- 25% de réduction pour 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> années»

## 1-3 Mesures spécifiques

### Article 28

Le Gouvernement est autorisé, pour des raisons stratégiques et en fonction de l'orientation de la politique économique, à proroger de 8 à 10 ans, la durée du régime dérogatoire lorsque l'investissement s'inscrit dans un des cadres ci-après

- Haute intensité de main-d'œuvre (nombre d'emplois supérieur à 500) ;
- Haute intensité capitalistique (volume des investissements supérieur à USD 100 millions) ;
- Activité expressément déclarée stratégique par le Gouvernement ;
- Régions ou sites expressément déclarés prioritaires.

### Article 29

Toute entreprise existante, engagée dans un programme d'investissement qui introduit des technologies innovantes, ou prévoit l'extension de ses capacités de production, le renouvellement de ses actifs ou l'accroissement de ses performances peut bénéficier des incitations visées par les présentes dispositions, lorsque son programme d'investissement assure une augmentation de la production des biens ou des services ou du nombre des travailleurs guinéens à concurrence de 35% au moins. »

Article 30 La présente loi qui entre en vigueur à compter de sa date de promulgation sera enregistrée, publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de Mat.

Conakry, le 25 MAI 2015



PR Alpha CONDE





AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES

# INVESTMENTS CODE LAW IN THE REPUBLIC OF GUINEA





## ***Objectives and Access conditions***

The Investments Code is the consecration of the national policy regarding investment promotion and business climate improvement in Guinea. It is granted to any investment project from Guinean companies that are in line regarding domestic tax payment. The company should be able to create at least five (5) permanent Guinean jobs and invest a minimum of 200.000.000 GNF.

### ***Related application field***

<b>Eligible sectors without limitations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture, farming, fishery and related activities;</li> <li>• Processing industry of production and transformation;</li> <li>• Tourism industry and other hotel activities;</li> <li>• Social real estate promotion ;</li> <li>• Transportation activities ;</li> <li>• Culture industry ;</li> <li>• City cleaning activities, urban and industrial waste management</li> </ul>
<b>Sectors that are subject to technical regulations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Publication of newspapers and general or political newsletters;</li> <li>• Health, education and training ;</li> <li>• TV and radio shows broadcasting;</li> <li>• Production and distribution of electricity and water for business purposes;</li> <li>• Telecommunications and ICT ;</li> <li>• Manufacture, importation and distribution of medical drugs and toxic products</li> </ul>
<b>Non-covered activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trade activities ;</li> <li>• Eligible activities to the Mining Code and Oil Code;</li> <li>• Manufacture and sale of explosives, guns and ammunition;</li> <li>• Banks and insurance.</li> </ul>

## ***Rights and warranties granted to investors and their obligations***

<b>RIGHTS</b>	<b>WARRANTIES</b>
§ Hold up to 100% of a company's shares;	§ Economic and competition freedom ;
§ Equal treatment of foreign and local investors;	§ Freedom of participation in any professional organization;
§ Independence for the choice of the type of management;	§ Transfer of foreign currency funds according to the foreigner's choice;
§ Participation to public markets calls for tender ;	§ Warranties against any nationalization and expropriation measure except for public utilities after a fair compensation.
§ Hold the concession right of real estate, commercial and forest goods.	
<b>OBLIGATIONS</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect laws and regulations in effect in the Republic of Guinea;</li> <li>• Respect national and international norms ;</li> <li>• Exclusively recruit local work force for jobs that do not require specific qualification;</li> <li>• Recruit local work force in priority to equal qualification for jobs that require specific qualification;</li> <li>• Contribute to the improvement of the living conditions in the communities where companies operate;</li> <li>• Contribute to the qualifications of the local staff;</li> <li>• Favor the technology transfer ;</li> <li>• Work in priority with national suppliers and subcontractors.</li> </ul>	

## ***Granted advantages***

The investments code grants customs and taxes advantages to eligible projects according to the stages of the project and the implementation area as well. For that purpose, Guinea has been divided into two economic zones :

Zone A : Conakry, Coyah, Forécariah, Dubréka, Boffa, Fria, Boké et Kindia.

Zone B : All the other cities of Guinea.

## ***Customs advantages***

<b>Installation stage (Three years maximum)</b>	<b>Exploitation stage (during all the duration of the project)</b>
<p>Exoneration on all importations except: 0,5% of the RT ; 2% of the TLF on the value of the CIF;</p> <p><b>NB: a total exoneration of the VAT.</b></p>	<p>Exoneration on all tools importations, raw materials or inputs except:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 % of the TLF ;</li> <li>• 6% of the UER ;</li> <li>• 18% of the VAT :</li> </ul> <p><b>NB: the vehicles manufactured for the transportation of people are excluded from exoneration.</b></p>

RT : Registration tax, RTL : Treatment and Liquidation Fees, UER : Unique entry right, CIF : Cost, insurance and Freight and VAT : Value Added Tax

## The tax advantages

<b>Installation stage (Three years)</b>	<p>Exoneration as follow :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% on the Patent ;</li> <li>• 100% on the real estate unique contribution ;</li> <li>• 100% on the fixed deposit ;</li> <li>• 100% on the learning tax, except the contribution of 1,5 % of the payroll for vocational training financing.</li> </ul>
---	---

<b>Exploitation stage in Zone A (Eight years)</b>	<p>Reduction of the fixed minimum tax of the tax for the industrial and commercial benefit, the tax on companies, the patent contribution and the real estate unique contribution as follow:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% the 1st and 2<sup>nd</sup> years;</li> <li>• 50% the 3rd and 4th years;</li> <li>• 25% the 5th and 6th years.</li> </ul>
---	---

<p>Reduction of the fixed deposit of the learning tax and the registration right as follow:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % the 1st and 2<sup>nd</sup> years;</li> <li>• 50% the 3rd and 4th years;</li> <li>• 25% the 5th, 6th, 7th and 8th years.</li> </ul>
---

<b>Exploitation stage in Zone B (Ten years)</b>	<p>Reduction of the fixed minimum tax of the tax for the industrial and commercial benefit, the tax on companies, the patent contribution and the real estate unique contribution as follow:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% the 1st, 2<sup>nd</sup> and 3rd years;</li> <li>• 50% the 4th, 5th and 6th years;</li> <li>• 25% the 7th and 8th years.</li> </ul> <p>• Reduction of the fixed deposit of the learning tax and the registration right as follow:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% the 1st, 2<sup>nd</sup> and 3rd years;</li> <li>• 50% the 4th, 5th and 6th years;</li> <li>• 25% the 7th, 8th, 9th and 10th years.</li> </ul>
---	---

## Institutional Framework

### The Ministry in Charge of the Private Sector promotion is in charge of:

- Directly exercising or via its representative, the chairmanship of the technical committee for investments monitoring (CTSI);
- Signing investment certificates or reject requests after instruction of the qualified technical services;
- Making consultation with any useful person in order to improve the implementation of the Investments Code.

### APIP-Guinea is in charge of:

- Applying the Investments Code ;
- Instructing with the concerned technical services, the requests to access to the Investments Code advantages.
- Assuring the monitoring of the companies that have benefitted from the Investments Code advantages with the help of the CTSI.

### The technical committee for investments monitoring (CTSI) is in charge of:

- Making sure of the correct implementation of the grant procedures and modalities of the customs and tax advantages;
- Controlling the respect of the obligations and commitments of the investors;
- Writing the annual report of the companies monitoring;
- Taking any needful measure, including sanctions for a better application of the Investments Code articles.



République de Guinée

Travail – Justice – Solidarité

ASSEMBLÉE NATIONALE

**L/2015/008/AN**

**INVESTMENTS CODE LAW**

**IN THE REPUBLIC OF GUINEA**

**The National Assembly**

Having regard to the Constitution and its Article 72

After deliberation, and adaption

The President of the Republic is promulgating the following law:

## **PART I - General provisions**

### **CHAPTER I: Scope and definitions**

#### **Article 1: Purpose**

This Code sets the legal and institutional framework for private, domestic and foreign investment executed in the Republic of Guinea, in order to promote:

- The creation, expansion, diversification, business and for infrastructure modernization, services delivery and crafts;
- The creation of decent and sustainable jobs, the training of national staff and the emergence of a skilled national workforce;
- The inflow of foreign capital and the mobilization of national savings;
- The processing and valorization of local raw materials as a priority;
- Investments in export industries and economic sectors that value natural resources, local products, and labor intensive activities;
- The creation and development of new businesses, particularly Small and Medium Size Enterprises;
- The reorganization, competitiveness, integration and growth of companies;
- The transfer of technologies adapted to the country's development needs;
- Investments in rural areas and in all regions of the country to improve the living conditions of local populations;
- The rehabilitation or expansion of businesses by new investors;
- Public-private partnerships and an efficient and complementary economic fabric;
- The use of local technologies and research and development;
- Green industry and the diversification of export products;
- The protection of the environment, regional and sub-regional economic integration.

#### **Article 2: Definitions**

For the purposes of this Code, the following terms shall mean:

**"Code"** means this investment code.

**"Creating and operating a business"** means any activity consisting of gathering various factors of production, producing goods and/or services for sale, distributing income in return for the use of production factors and holding regular accountancy.

**"Business"** means a production, processing or distribution unit of goods or services for profit, regardless of their legal form, whether a natural or a legal person which mobilizes and consumes material, human, financial, informational and immaterial resources, having complied with the provisions of Guinean laws and regulations, including those

fixing business tax and accounting rules.

**“New Business”:** any newly created economic entity and in the implementation phase of an eligible investment program for the start of its operations.

**“State”:** all national and local public institutions provided by the Constitution of the Republic of Guinea.

**“Equipment, materials and tools”:** objects and instruments used to process or shape materials, including equipment and industrial machinery, equipment and agricultural machinery, handling equipment, packaging material, namely undelivered packages to customers, recovered and recycled packaging, repair materials such as keys and other tools.

“Extension” means any project or investment program initiated by an existing company in order to increase its production capacity, and improve or diversify production.

“Investment”: capital employed by any natural person or legal entity for the acquisition of movable property, tangible and intangible, and to ensure the financing of start-up expenses and working capital requirements, indispensable to the creation or the expansion of businesses.

“Raw materials or inputs”: goods used directly in the manufacturing of finished products after undergoing substantial transformation deemed sufficient, with an added value of at least 30%.

“Restructuring” operation designed to ensure the viability of the business in order to recover the financial and structural balance as well as to meet the criteria for eligibility for an upgrade.

“Private sector”: all the companies belonging to natural or legal persons of private law that have as essential roles, the production of goods and services or the creation of wealth, to increase national income.

## **CHAPTER II : Scope of application**

### **Article 3: Sectors and activities covered**

This Code applies to all investors, natural or legal persons who operate in the following business sectors:

- Agriculture, fisheries, livestock, forestry, and activities of storage of plant products, animal or fish;
- Manufacturing production or processing;
- Tourism, accommodations and tourism industries, other hotel businesses;
- Information and Communications Technology;
- Social housing;
- Activities and clean-up operations, roads, treatment of municipal and industrial waste;

- Cultural industries: books, records, films, documentation centers, and audio-visual production centers;
- Services held in the following subsectors:
  - Health;
  - Education and training;
  - Installation and maintenance of industrial equipment;
  - Teleservices;
  - Road, air and water transport;
  - Road, port, air and rail infrastructures;
- Construction of commercial complexes, industrial parks, cyber villages and craft centers.

The list of the sectors of activities aforementioned may be amended by Presidential decree adopted by the Council of Ministers based on the proposal of the Minister in charge of Private Sector Promotion, which shall prior to the proposal solicit the opinion of the Technical Investment Monitoring Committee.

### **Article 4: Sector of activity excluded**

Trading activities defined as resale activity in the same condition of products purchased outside of the business are expressly excluded from the scope of application of this Code.

Eligible activities in the Mining Code and the Petroleum Code are also excluded from the scope of application of this Code, as well as investments benefiting from specific aid schemes determined by the tax laws or specific laws.

### **Article 5: Sectors subject to technical regulations**

Natural or legal persons of private law, regardless of their nationality, cannot undertake without authorization on Guinean territory activities in the following sectors:

- Production and distribution of electricity, except for the satisfaction of their personal needs;
- Piped water distribution, except for the satisfaction of their personal needs;
- Banking and insurance;
- Post and telecommunications;
- The manufacture, purchase and sale of explosives, arms and ammunition;
- Health, education and training;
- The manufacture, import or distribution of drugs, or other toxic and dangerous products.

**Article 6: Sectors of activities reserved**

Natural or legal persons of foreign nationality may not hold, directly or through Guinean law firms, over 40% of shares of companies engaged in Guinea in the following activities:

- The publication of newspapers or periodicals of general or political information;
- The broadcasting of television or radio programs.

Effective management of the aforementioned businesses must be held by private persons of Guinean nationalities residing in Guinea.

**Article 7**

Investors regularly established in the Republic of Guinea, irrespective of their nationality, who exert or wish to exert an activity falling within the scope defined in Articles 3, 5 and 6 above, are, each as regards to the matters that concern them, entitled to the general guarantees and benefits set forth in this Code and the tax and customs legislation.

**Article 8**

Subject to the provisions of Article 6 above, foreign private investors can freely own up to 100% of the equity or company shares they intend to create in Guinea.

Investment made in each of the sectors covered by the provisions of this Code are made freely.

**Article 9**

The investor regularly established in the Republic of Guinea has full economic and competitive freedom.

The investor is notably free to:

- Acquire the assets, rights and concessions of any kind necessary for its activities, such as land, property, commercial, industrial and forestry;
- Enjoy goods and rights acquired;
- Be part of any professional organization;
- Choose technical, industrial, commercial, legal, social and financial modes, in accordance with laws and regulations;
- Choose suppliers and service providers and partners;
- Participate in public tenders throughout the national territory;
- Choose human resources management policy and freely perform the recruitment of staff, in strict compliance with regulations and agreements in force.

**Article 10**

Foreign investors receive in Guinea the same treatment as domestic investors.

However, national measures aimed at promoting national entrepreneurship, can waive

this principle without prejudice to the international commitments of the Republic of Guinea concerning the principle of equal treatment of investors.

**Article 11**

The investor, regardless of nationality, is protected from any measures of nationalization, expropriation or requisitioning of business, except for a duly established public interest and with fair compensation paid in advance.

**Article 12**

The State will work actively for the establishment of a favorable environment for investors whose projects are eligible under this Code.

**Article 13**

Investors enjoying the benefits provided by this Code and the tax and customs legislation, shall on request, benefit from any new and more advantageous legislative or regulatory measures that may be adopted after the publication of the present Code.

**Article 14**

Without prejudice to Articles 31, 37, 38 and 43 below, the advantages granted to investors under the provisions of this Code and the tax and customs legislation are guaranteed. Investors will continue to benefit from them notwithstanding any new less favorable measure that would be adopted at a later date subsequent to the publication of the Code.

**Article 15**

Investors have free access to raw or semi-processed raw materials produced throughout the national territory.

Agreements and practices distorting competition are prohibited and punishable under Guinean law.

**Article 16**

Natural or legal persons of foreign nationality have access to land under the conditions defined by the laws and regulations in force in the Republic of Guinea.

The land and buildings belonging to the state or its Agencies' private domain may be subject to sale, lease or contribution in capital in a company.

**Article 17**

Subject to tax regularization operation, asset transfers relating to investments are free. Foreign investors have the right to transfer abroad without prior authorization and in the currency of their choice, the funds relating to current payments, after-tax profits, shares of liquidation surpluses, savings of expatriate employees, earned income and compensation of expatriate employees.

Investors are also granted the right to freely dispose of their shares, business capital or



assets, liquidating dividend shares and expropriation indemnities subject to prior declaration to the Ministry in charge of Finance.

Investors, provided they respect foreign exchange regulations, have free and unlimited access to foreign exchange.

### **Article 18**

In accordance with current legislation in the Republic of Guinea, any investor is free to hire and dismiss a specialized expatriate as necessary to serve the interest of the business entity.

Employment contracts of expatriate employees may validly derogate from certain provisions of the labor code and social regulation regarding:

- Membership in an authorized social security organization in Guinea;
- Affiliation to an intercompany medical service;
- The duration and reasons for use of a fixed-term contract;
- The relevant rules in the hiring policies.
- The derogations provided above may not have the effect of undermining the rights of employees, as recognized by international conventions and agreements ratified by the Republic of Guinea.

Practical arrangements of the derogations mentioned above shall be determined by regulation.

The State guarantees to expatriate employees who meet the criteria issuance of professional resident visa and work permit for the duration of their contract.

### **Article 19**

The provisions of this Code shall not prevent more extensive guarantees and benefits that would be provided by special laws and treaties or agreements that have either been concluded or in the process of negotiation between the Republic of Guinea and other states.

## ***CHAPTER II : Obligations of investors***

### **Article 20**

Investors must comply with the laws and regulations in force in the Republic of Guinea.

### **Article 21**

Investors must comply with international standards for their products, services, and work environment, in that they can supplement national legislation.

### **Article 22**

Investors must apply the principles of international labor and human rights, including those from the ISO 26000 standard.

### **Article 23**

Investors must contribute to the qualification of national staff and promotes technology transfer. Investors will primarily use national suppliers and subcontractors and contractors.

### **Article 24**

Investors must contribute to improving the living conditions of the communities where business is conducted, and the professional qualification of local employees.

### **Article 25**

For work not requiring a specific qualification, the investor will exclusively recruit a local workforce.

For jobs requiring a qualification, investors will primarily recruit a domestic workforce when equally competent.

### **Article 26**

Investors must refrain from any act of corruption, unfair competition, and any other similar acts during or after the establishment of a business.

## ***PART III : Institutional framework***

### ***CHAPTER 1 : The private investment promotion agency***

#### **Article 27**

The Private Investment Promotion Agency of (APIP)'s mission is to support investment and to implement the Government's policy in terms of promotion and development of domestic and foreign private investment.

#### **Article 28**

As part of the assistance and the provision of services to investors, APIP, will work with the relevant public department to facilitate administrative procedures.

#### **Article 29**

APIP's mandate, composition, organization and operations are set by Decree.

### ***CHAPTER II - Investment monitoring technical committee***

#### **Article 30**

An Investment Monitoring Technical Committee (CTSI) is been established under the authority of the Minister in charge of Private Sector Promotion.

#### **Article 31**

As part of the implementation of this Code, the CTS1 is responsible for ensuring the

correct application of procedures and rules for granting tax and customs benefits, and to monitor compliance by investors of their obligations and commitments. As such, the CTSI annually compiles a report on the companies receiving such benefits and, if necessary, take all appropriate measures, including sanctions, for the proper application of the provisions of this Code.

The Investment Monitoring Technical Committee consists of representatives of the Administration among which: the Ministries of Economy, Finance, Planning, Private Sector Promotion, Employment and the Central Bank of the Republic of Guinea. The composition must be extended to the sectoral Ministry that covers the area of the concerned investment.

The CTSI's secretariat is provided by AMP.

The technical aspects linked to the organization and operation of the CTSI are set by regulation.

## ***TITLE IV - Privileged regime***

### **Article 32: Nature of special benefits**

As part of this Code, the investors that undertake projects or business expansion, enjoy tax and customs benefits determined by the tax and customs legislation in force in the Republic of Guinea.

### **Article 33: Conditions of Eligibility**

Without prejudice to Articles 3, 20 and 26 of this Code, any company can benefit from the privileged regime of the Investment Code provided they meet the following conditions:

- Be registered in the Trade and Personal Property Credit Register (RCCM) Be up-to-date with tax obligations ;
- For a new business, the investor must invest cumulatively an amount equal to or greater than 200 000 000 GNF, and create a minimum of five permanent national jobs ;
- With regard to the extension of an existing business, the investment program must either increase production of goods or services or the number of Guinean workers by at least 35%.

Major investments may be subject to an establishment agreement, in which case special treatment could be made on taxation in favor of the beneficiary investor for a negotiated period. The tax regime stability is guaranteed over the amortization period of the investment negotiated.

### **Article 34: Economic Zones**

For the determination of the duration and modalities of application of the tax system

exemption, the country is divided into two Zones A and B defined as follows:

Zone A: The Region of Conakry and the prefectures of Coyah, Forecariah, Dubreka, Bofa, Fria, Boke and Kindia ;

Zone B: The rest of the national territory.

### **Article 35**

The limits and the number of Zones can be modified by a decree adopted by the Council of Ministers on proposal of the Minister in charge of Private Sector Promotion based on the advice of CTSI.

## ***TITLE V - Obligations related to the request and benefit of tax incentive exemption scheme of investment code***

### ***CHAPTER I: Obligations related to the request and benefit of tax incentives exemption schemes***

#### **Article 36**

Natural or legal persons who wish to benefit from the Investment Code's tax incentives are obliged to:

Primarily employ national skills available in the labor market ;

Use in priority materials, raw materials, goods and services of Guinean origin ;

Comply with national or international quality standards applicable in Guinea to products or services resulting from their activity or part of their activity ;

Provide all information that should allow control of the compliance with the conditions of granting the benefits of the privileged regime ;

Pay, as defined by the Customs Code, taxes and custom duties on the residual value , facilities, equipment, materials and tooling acquired free of taxes and custom duties in case of sale or transfer thereof,

Pay the application fees whose amount and payment terms will be set by joint order issued by the Ministers responsible for Economy and Finance and Private Sector Promotion.

## **CHAPTER II: Obligations related to the benefit of tax incentives schemes**

### **Article 37: Obligations of the investor benefiting from tax and customs advantages**

In addition to the general obligations established in the preceding articles of this Code, any investor benefiting from tax and customs advantages provided by this Code shall meet the following requirements:

- At the latest at the end of each fiscal year, inform the Investment Monitoring Technical Committee of the Project implementation level;
- No later than December 31 of each year, submit to CTS1 a report which should include all the information that would allow the CTSI to check whether the company has met its commitments and obligations during the year. Companies licensed for less than three months as of December 31 are not subject to this requirement;
- Comply with the monitoring of its activities by the Investment Monitoring Technical Committee;
- Provide to the Investment Monitoring Technical Committee, a copy of statistical data that any company is legally required to share with the national statistical services;
- Maintain accounting standards in accordance with standards in force in the Republic of Guinea.

### **Article 38**

Any company that received a derogation, and ceases to operate during or at the end of the period of tax and customs exemptions, will be required to repay the amounts of exempt custom duties and taxes if the cessation of activities is due to fraud, without prejudice to any legal action incurred.

### **Article 39**

The partial or total divestment of the company receiving the benefits linked to the Investment Code must be notified to the Minister in charge of Private Sector Promotion and the Minister in charge of Finance, otherwise penalties provided for by current legislation would apply. However, the benefits gained are not transferable.

### **Article 40**

In case of exceptional cessation of the activities of a company granted benefits under the Investment Code, for reasons of force majeure, the company may request the suspension of the preferential regime for a period not to exceed one (1) year. The expiry date of the derogation is amended accordingly.

## **TITLE VI - Access to tax and customs benefits and operational procedures**

### **Article 41**

The procedures to access tax and customs benefits shall be determined by an implementing decree of this Code.

### **Article 42**

Expiration date, withdrawal conditions of tax and customs benefits and penalties

The tax and customs benefits expire under the conditions set by the Finance Act. The partial or complete withdrawal of such advantages can occur before the deadline in case of failure, even partial, by the investor to meet obligations or commitments. The withdrawal is conditioned by sending a formal notice inviting the investor to rectify the situation. The investor then has a period of ninety (90) days maximum to rectify the situation from the receipt of the notice. After this period, the withdrawal may be given at any time.

The withdrawal for failure to fulfill obligations or commitments prompts the payment by the investor of customs duties and taxes which he was exempt, without prejudice to other legal or judicial actions.

## **TITLE VII - The settlement of disputes**

### **Article 43**

Any dispute or difference between foreign physical and legal entities and the Republic of Guinea, associated with the application of this Code, is settled amicably and, failing that, by the competent Guinean courts.

However, the parties may agree to submit the dispute or difference to an arbitral tribunal, in which case the recourse to arbitration shall be made following one of the procedures below:

- The conciliation and arbitration procedure arising out of either a joint agreement between the parties or of agreements and treaties protecting investments concluded between the Republic of Guinea and the State of which the individual concerned or foreign corporation is a national;
- The application of the Uniform Act of March 11, 1999 embodying arbitration rules of the Common Court of Justice and Arbitration of OHADA;
- The implementation of the Convention of 18 March 1965 on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, established under the auspices of the International Bank for Reconstruction and Development and ratified by the Republic of Guinea November 4, 1966, or;

If the person does not meet the nationality requirements stipulated in Article 25 of the afore-mentioned Convention, in conformity with the provisions of the Additional Facility Rules approved by the Board of Directors of the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID).

### ***PART III - Transitional and final provision***

#### **Article 44**

Investors who receive benefits under the Act L/951029/CTRN of 30 June 1995 on the Investment Code and its implementing provisions continue to receive these benefits until the date of their expiry.

Companies that receive special tax regime aid for investment continue to receive these benefits until the date of their expiry.

#### **Article 45**

Companies that, on the date of publication of this Code, have not been authorized under the provisions of the Act L 1 951029 / CTRN of 30 June 1995 on the Investment Code or under the General Tax Code can enjoy the benefits provided by this Code and the tax and customs legislation to the extent that they qualify.

#### **Article 46**

Decrees and Orders will specify, as necessary, the procedure for implementing this Code.

#### **Article 47**

All previous provisions contrary to this Code are hereby abrogated.

#### **Article 48**

This law shall be published in the Official Journal of the Republic and executed as State law.

## ***ANNEX***

### ***TAX INCENTIVES AND CUSTOMS***

(Excerpts from the Act L 12413 1 CNT of 31 December 2013 bearing Finance Law for the year 2014)

#### **Article 16**

These provisions lay down the derogations from ordinary law in tax and customs domain that may encourage natural and legal persons to invest in Guinea

#### **Article 17**

The advantages provided by these provisions is granted to any investor whose activity complies with legal and regulatory provisions in force, and consolidated in the Investment Code.

### ***1-1 Eligible sectors and activities***

#### **Article 18**

The eligible sectors, without being exhaustive are:

- Agriculture, livestock, fishing and related activities;
- Manufacturing , processing and good producing industries;
- Tourism industry and other hotel operations;
- Real estate development with social function
- Land, water and air transport activity;
- 0 Cultural industries: publishing, recording, film and video production.

#### **Article 19: The sectors subject to technical regulations**

- Health, Education, Training;
- Publication of newspapers and periodicals;
- Broadcasting of radio and television programs;
- Production of electricity or water for commercial purposes;
- Post and telecommunications;
- 0 Drugs and poisonous substance production.

#### **Article 20: Activities excluded from tax and customs benefits**

- Merchandise resale;
- Companies in the oil and mining sectors;
- Manufacture or sale of explosives, arms and ammunition;
- Banking and finance.

### ***1-2 Tax and customs arrangements***

#### ***A - Installation Phase***

#### **Article 21**

During the installation phase which may not exceed three (3) years, from the date of first import of project equipment, any eligible company for special treatment of the Investment Code has

the following advantages;

### **For customs duties :**

Exemption from duties and taxes, including value added tax (VAT) on the import of equipment and materials, with the exception of motor vehicles designed for transport of people, with the exception of tax Registration (TE) at a rate of 0.5% and the fee for processing and liquidation (RTL) of 2% on the CIF value.

### **2 11 Under the domestic tax:**

- Exemption from the commercial tax;
- Exemption from unique real estate property tax;
- Exemption from lump-sum payment ;
- Exemption from the apprenticeship tax, excluding the 1.5% contribution to the financing of vocational training.

These exemptions apply exclusively to the activities and salaries directly related to the development of the approved project.

### **B - Production phase**

#### **Article 22: Customs tax relief**

- a) Throughout the life cycle of the initiated Project, raw materials or imported inputs under the production cycle are subject to the 2% of RTL to a 6% tax law and an 18 % VAT.
- b) However, the provisions of the Customs Tariff apply if they are more favorable to the investor.

#### **Article 23**

Under this Act, the term raw materials or inputs refers to: the products used directly in the manufacture of finished products.

#### **Article 24: Tax Breaks**

During the operation phase of the company, the investor benefits from a dispensational tax system consisting of tax cuts for a maximum period of 8 or 10 years depending on the location, from the starting date of production activities.

#### **Article 25**

For the purposes of the special tax regime, the national territory is divided into two zones A and B.

#### **Article 26**

Tax cuts and impost applicable in Zone A are as follows:

Annual Minimum Tax (IMF) - Industrial and Commercial Profit (B1C) - Corporate Tax (IS) - Contribution for Commercial and Unique Real Estate Property Tax (CFU)

- 100% discount for the 1st and 2nd year;
- 50% discount for the 3rd and 4th year;
- 25% discount for the 5th and 6th year;
- Lump-sum Payment (VF) - Apprenticeship Tax (TA) - Registration Fee (OF);
- 100% discount for the 1st and 2nd year;
- 50% discount for the 3rd and 4th year;
- 25% discount for the 5th, 6th, 7th and 8th years.

#### **Article 27**

Tax cuts and taxes in Zone B are:

Annual Minimum Tax (IMF) - Industrial and Commercial Profit (BIC) - Corporate Tax (IS) Contribution for Commercial and Unique Real Estate Property Tax (CFU)

- 100% discount for the 1st, 2nd and 3rd year;
- 50% discount for the 4th, 5th and 6th year; 25% discount for the 7th and 8th year.
- Lump-sum Payment (VF)- Apprenticeship Tax (TA)- Registration Fee (DE);
- 100% discount for the 1st and 2nd year;
- 50% discount for the 3rd and 4th year;
- 25% discount for the 5th, 6th, 7th and 8th years.

### **1-3 Specific measures**

#### **Article 28**

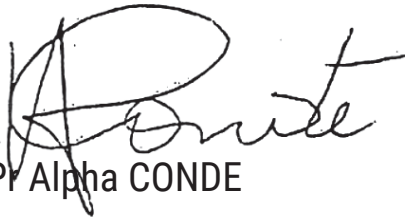
The Government is authorized, for strategic reasons and depending on the direction of economic policy, to extend from 8 to 10 years, the duration of the dispensational tax system if the investment comes in one of the boxes below:

- High labor intensity (number of jobs created greater than 500);
- High capital intensity (volume of investment greater than USD 100 million);
- Activity specifically declared as strategic by the Government;
- Expressly declared priority sites or regions.

#### **Article 29**

Any existing company, engaged in an investment program that introduces innovative technologies, or provides for the expansion of its production capacities, renewal of its assets or in- crease of its performance can benefit from the incentives referred by these provisions, when its in- vestment program ensures increased production of goods or services or the number of Guinean work- ers amounting to at least 35%.

Conakry, le 25 MAI 2015



Pr Alpha CONDE